



Munich Personal RePEc Archive

**Training and migration of rural labor in
Africa. The experience of the Ayou
Young Farmers Club, a pilot project in
Dahomey / Benin (1967-1975)**

Ahohounkpanzon, Michel

9 July 2020

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/101400/>

MPRA Paper No. 101400, posted

Formation et migration de la main-d'œuvre rurale en Afrique. L'expérience du Club des jeunes agriculteurs d'Ayou, un projet pilote au Dahomey/Bénin (1967-1975)

Dr Michel AHOHOUNKPANZON

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin
E-mail : ahohoun@yahoo.fr

Résumé

Partie intégrante d'un projet de recherche pluridisciplinaire sur l'Aide au Développement et ses conséquences en Afrique, cette contribution analyse l'expérience de la formation des jeunes agriculteurs non scolarisés dans la localité d'Ayou (Commune actuelle d'Allada, République du Bénin) dans le cadre d'un projet d'appui au développement financé par la FAO et appuyé aussi par le Corps de la paix américain et les volontaires allemands à partir de 1967. Si l'initiation des jeunes aux méthodes et techniques modernes d'agriculture a été un succès, l'intégration des apprenants en fin de cycle à la vie active paysanne a été confrontée à une crise sans précédente de l'agriculture paysanne due aux aléas climatiques et qui a coïncidé avec le boom pétrolier au Nigeria. Dans ce contexte, la plupart des jeunes formés ont quitté le village pour aller vendre des billets de loterie à Cotonou ou servir d'ouvriers agricoles dans les plantations de cacao du Sud du Nigeria. Les réalités décrites semblent toujours d'actualité et permettent d'appréhender la psychologie des populations rurales. Elles permettent également de comprendre la logique qui fonde les migrations des campagnes vers les centres urbains. En effet, les problèmes d'exode rural persistent encore de nos jours. Le travail met très bien en exergue la capacité des populations rurales à innover et aussi à s'autodétruire surtout en contexte de stratégies de survie mal réfléchies et mal orientées.

Mots clés : Dahomey/Bénin, Ayou (Allada), Jeunesse rurale, Formation, Modernisation agricole ; Exode rural.

Code JEL : J31 ; J61 ; O15.

Abstract

An integral part of a multidisciplinary research project on Development Aid and its consequences in Africa, this contribution analyzes the experience of training young out-of-school farmers in the village of Ayou (present-day Commune of Allada, Republic of Benin) as part of a development support project funded by FAO and also supported by the US Peace Corps and German volunteers from 1967. If the introduction of young people to modern methods and techniques of agriculture was a success, the integration of end-of-cycle learners into the peasant working life was confronted with an unprecedented peasant agriculture crisis due to the vagaries of the weather and which coincided with the oil boom in Nigeria. In this context, most of the trained youths left the village to sell lottery tickets in Cotonou or to serve

as laborers in the cocoa plantations of southern Nigeria. The realities described seem still relevant and allow us to understand the psychology of rural populations. They also make it possible to understand the logic which bases the migrations of the countryside towards the urban centers. Indeed, the problems of rural exodus still persist today. The work highlights the ability of rural populations to innovate and self-destruct, especially in the context of poorly thought out and misguided survival strategies.

Key words: Dahomey/Bénin, Ayou (Allada), Rural Youths; Training, Agricultural modernization; Rural exodus.

JEL Codes: J31 ; J61 ; O15.

1. Introduction

La formation de la jeunesse rurale a été perçue au milieu des années 60 comme l'un des moyens les plus sûrs de moderniser l'agriculture africaine. Dans cet essai, notre but est de rendre compte de l'expérience du «*Club des Jeunes Agriculteurs d'AYOU*» aussi appelé «Club 4D». Cette expérience faisait partie d'un projet financé pour l'ensemble du Bénin¹ par la FAO². La formation des jeunes paysans dans les «Clubs 4D» est un projet initié par le ministère chargé de l'agriculture pour l'ensemble du pays au milieu des années 60. L'expérience du «Club des Jeunes Agriculteurs d'AYOU» que nous voulons analyser n'est donc pas un cas isolé. Notre intérêt pour lui s'explique par le fait que dans le temps (au début des années 70), ce Club a été considéré sur le plan national comme un modèle (voire un étalon). Son échec dans le contexte d'une crise de l'économie paysanne régionale qui n'est pas encore terminée de nos jours explique comment les autres Clubs du genre n'ont pas connu un sort plus heureux. Les «Clubs 4D» font toujours partie du paysage du mouvement coopératif agricole au Bénin. C'est ainsi qu'en 1985, on pouvait dénombrer dans le Département de l'Atlantique 32 «Clubs 4 D» (soit 11 % de l'ensemble) sur 281 groupements coopératifs existants (voir Bremer, 1986: 162).

Dans l'ensemble, la politique de «coopérativisation» n'a pas eu en milieu paysan l'impact attendu à cause des difficultés ayant trait à l'efficacité incertaine des paquets technologiques vulgarisées, la caporalisation administrative des groupements, la généralisation des notions de propriété et d'intérêt privés (monétarisation de l'économie et commerce de traite en place depuis la période précoloniale obligent), la mauvaise gestion des ressources des coopératives (absence de redistribution, malversations, ...). C'est ainsi qu'en 1983 dans le Département de l'Atlantique, soit huit ans après le lancement du programme de «coopérativisation» généralisée du monde rural (1975), l'action n'a touché que 2 % des actifs agricoles³.

Il s'agit ici d'une analyse empirique de l'expérience du Club 4D d'AYOU sur la base des interviews intensives que nous avons réalisées avec les trois types de protagonistes de

¹ Anciennement: Dahomey.

² Food and Agriculture Organisation of the United Nations Organisation

³ Pour les détails, bien vouloir consulter Pfeiffer, 1986, p. 82-83 (pour le cas spécifique du Département de l'Atlantique) et Godin, 1986, p. 193- 197 (pour l'ensemble du pays).

l'expérience que sont les «parents» (*vitoo le*), les «enfants» (*vi le*) et les «promoteurs» (*glegan le*). Notre intérêt pour l'expérience s'explique par le fait qu'elle a fini par échouer malgré un cursus qui laissait prévoir le contraire. Nous nous posons la question de savoir pourquoi les jeunes formés ont tous fini par être victimes de l'exode rural⁴?

Comme cela a été le cas dans la plupart des Etats africains au Sud du Sahara ayant accédé à l'indépendance autour de 1960, la politique de l'administration publique dahoméenne d'abord (1958 -1975) puis béninoise ensuite (depuis 1975) vis-à-vis de la paysannerie peut se résumer comme suit: l'agriculture est reconnue et proclamée comme base de l'économie nationale; tout programme de développement doit commencer par une modernisation de ce secteur d'activités qui doit fournir la plus-value nécessaire à la promotion des autres secteurs – surplus agricole - (infrastructures, industrie). La modernisation de l'agriculture passe par des paysans regroupés en coopératives et leur initiation à des techniques de production plus performantes (utilisation des engrais minéraux et des variétés à haut rendement). Au départ, la priorité a été donnée à des cultures d'exportation ou culture de rente (palmier à huile au Sud, anacarde dans le Centre et coton au Nord) susceptibles de générer des ressources pour l'entretien de la bureaucratie d'Etat et l'investissement dans l'industrie embryonnaire (voir Wong 1978: 62).

Cette stratégie de croissance n'a pu fonctionner que grâce à une articulation entre production de subsistance (qui permet la reproduction de la force de travail) et production commerciale exportable vers les villes et l'extérieur (qui ne permet pas la reproduction et se trouve subventionnée par le secteur de subsistance) nécessaire à la survie de l'Etat (cf. Elwert et Wong 1978: 72 ; Elwert : 1983).

Au milieu des années 70, le peu d'effort consacré aux cultures vivrières (maïs, manioc, mil, sorgho, igname, haricot, etc.) depuis les années 60 a engendré une crise alimentaire dans un contexte de croissance démographique vertigineuse (2,7 %) et de gonflement de la population urbaine. La flambée des prix des céréales importées en 1973 en a été la sonnette d'alarme. En 1975 donc, le gouvernement béninois a lancé une grande Campagne Nationale de la Production et mis «l'autosuffisance alimentaire» au programme non pas pour améliorer les revenus des paysans mais pour alléger les charges d'importations alimentaires et favoriser l'approvisionnement à bas prix des populations urbaines. L'orientation collectiviste donnée à l'agriculture dans la mouvance de l'option socialiste de 1974 s'est traduite dans les faits par un accent particulier mis sur le regroupement des paysans en coopératives agricoles de production (imitation des modèles des pays de l'Est). Dans ce cadre, les «clubs 4 D» du genre de celui que nous étudions ici ont été catégorisés comme relevant des «structures pré-coopératives». Dans cette catégorie, on note aussi les «groupements» formés de coopérateurs en période d'essai de deux ans, ensuite et par ordre d'évolution les «Groupements Révolutionnaires à Vocation Coopérative» (GRVC) et les «Coopératives Agricoles Expérimentales de Type Socialiste» (CAETS).

2. Les débuts de l'expérience, naissance du club

La formation des jeunes ruraux en vue d'en faire des agriculteurs modernes (*glesidaxo* : grands paysans) est une forme d'intervention de l'administration en milieu rural et

⁴ Du point de vue théorique, on peut se reporter au concept de "groupes stratégiques" développé par le professeur H. D. Evers de la Faculté de Sociologie de l'Université de Bielefeld. Pour les détails, voir Thomas Bierschenk, 1988, et Jacques Bugnicourt, 1979.

partant un contexte de rapport entre fonctionnaire (*akowee*) et paysan (*glesis*). Dans un tel contexte, il se pose toujours le problème de la participation des populations dont on sollicite l'adhésion au projet à travers des actions de sensibilisation et de motivation. Ce n'est pas une tâche facile lorsque l'on sait que dans la région concernée il y a eu une continuité entre Etat précolonial (tribut: *Kuzu*, corvée de guerre: *ahwan-medee*), Etat colonial (impôt de capitation: *takwe*, livraisons obligatoires des produits: *nujoo*, travail forcé : *medee*) et l'Etat postcolonial (*impôt de capitation, corruption, etc. ...*). Dans le contexte du genre, on comprend aisément la réticence et le scepticisme des populations rurales face aux interventions extérieures émanant de l'administration et présumées favorables à leurs intérêts («*qui a été mordu par le serpent craint le ver de terre*», dit un proverbe du milieu)⁵

Dans une expérience de confrontation administration/société rurale, les promoteurs de la modernisation essaient toujours de sensibiliser les populations rurales pour les gagner à leur projet. Dans le cas d'espèce qui nous concerne ici, bien que les populations d'Ayou aient accepté le projet, les protagonistes (promoteurs, parents et enfants) n'ont pas toujours une même idée de son intérêt et de ses finalités.

2.1. Les objectifs officiels du projet.

Selon le document officiel, le «Club des Jeunes Agriculteurs» ou «Club 4D» avait les objectifs ambitieux et nobles. D'abord la définition: «*Un Club des Jeunes Agriculteurs est une association volontaire des jeunes ruraux ayant pour but de donner à ses membres une formation en agriculture et dans les arts manuels tout en développant leurs capacités individuelles* ».

Ensuite, les objectifs: susciter chez les jeunes gens une attitude favorable à l'agriculture, la vie en communauté et un développement du civisme; enseigner et développer les méthodes appelées à améliorer les pratiques agricoles et l'entretien du foyer, en vue d'augmenter les revenus ruraux, de relever le niveau de vie et de rendre la vie rurale attrayante; fournir aux jeunes ruraux des occasions «*d'apprendre en travaillant* », par la conduite de petits projets agricoles, d'élevage ou d'artisanat; inculquer dans l'esprit des jeunes une conception intelligente et une appréciation de la nature et du milieu dans lequel ils vivent; familiariser les jeunes gens avec le travail coopératif en vue d'augmenter leurs réalisations et de mieux aider à la solution des problèmes ruraux par l'effort en commun; aider les jeunes à acquérir des habitudes de vie saine par l'emploi intelligent des loisirs, l'observance de l'hygiène et l'organisation des jeux sportifs.

La stratégie d'action privilégie à juste titre le contact avec les parents : «C'est là l'étape le plus important de l'organisation d'un club des jeunes. En effet, les parents doivent être les premiers convaincus de la nécessité d'une telle organisation et des services éventuels qu'elle peut rendre à leurs enfants et au village. Comme ils ont beaucoup d'influence sur les jeunes,

⁵ Pour plus de détails sur les notions de "participation" et de "rapport fonctionnaires/paysans", le lecteur peut consulter avec intérêt: Bugnicourt 1979, Mondjannagni 1984 et CILSS, 1987.

⁷ Département de l'Atlantique au centre-sud du Bénin. (ex Dahomey).

⁸ En langue Ayizo d'Allada, on dit : «*Dan du me na e mo voon o, e no si* ».

ils pourront non seulement les déterminer à constituer l'association ou en devenir membres, mais les aider à s'y maintenir soit par des conseils soit en leur apportant un appui matériel en la fourniture de certains moyens de travail (terre, semences, outillages), soit encore en participant à certaines activités demandant l'intervention de bras adultes: forage d'un puits, construction d'un hangar».⁶

2.2. De la motivation des parents.

Lorsqu'en 1967, les promoteurs du projet sont allés à la rencontre des populations d'Ayou, ils ont assorti leurs propositions de promesses. D'abord l'adoption du projet permettrait aux populations de bénéficier d'infrastructures de l'Etat: «On nous a dit que si nous donnons nos enfants, nous aurons un centre de santé (*dotooxwé*), un terrain de football (*boluxoten*), un petit marché (*axi kléun*), un puits (*doto*). Ainsi Ayou (le village-cible) ne souffrirait plus de rien et nous avons obéi en donnant nos enfants» (un parent).

En ce qui concerne les enfants, il a été dit aux parents qu'on allait en faire des paysans modernes: «On nous a dit que eux, ils seront les grands paysans (*glesidaxo*). Leur façon de cultiver suivra le modèle du Blanc (*yovogle*). S'ils se mettent à faire le piquetage pour semer le maïs en ligne, leurs enfants suivront leurs exemples et ne sèmeront plus en poquets dispersés (*ajakpo*)».

L'objectif du projet était donc clair, mais la perception qu'avaient les parents était autre: « ... Les parents avaient cru (*vedo*) que les enfants allaient apprendre le métier d'encadreur agricole (*gleganzon*). Nous autres (parents) nous avons cru qu'après leur avoir enseigné les choses, on les recruterait dans les emplois de chefs d'équipe» (un parent).

2.3. De la motivation des enfants

Tous les ex-élèves agriculteurs que nous avons rencontrés⁷ sont unanimes sur un fait: on leur a fait des promesses alléchantes concernant leur avenir: « ... Au commencement, on nous a dit que si quelqu'un se fait former au club, à sa sortie, on va lui construire une maison (*gbaxo*) et lui faire prendre une femme (*da asi*). Et nous aussi, nous nous sommes dit qu'en restant au club pendant un certain temps, on nous construirait des maisons, on nous ferait prendre femme, on nous donnerait des bovins, de l'argent, nous pourrions jouir de la vie (*du gbe*) et on nous achèterait des postes-radio et des motocyclettes» (un ex-élève du club)⁸.

Dans l'esprit des jeunes, la participation au club les libérerait à l'échéance des cauchemars que constitue la dot (*asigban*), la construction d'une maison (*xo*) et les moyens de déplacement (*keke* : bicyclette ; *zokeke* : motocyclette).

⁶ Extrait du document: " Organisation et fonctionnement d'un Club des Jeunes Agriculteurs - Note N. 1". Ce document a été mis à notre disposition par l'ex-responsable du club d'Ayou. Voir note 8

⁷ Il s'agit surtout de ceux de la première promotion.

2.4. Le problème de partage des gains

Il était clair qu'en travaillant ensemble dans leur Club-Ecole, les jeunes adolescents (10-20 ans) allaient générer des ressources. Dès le départ, les parents se sont inquiétés de ce qui allait être fait des ressources financières que les enfants étaient appelés à créer par leur travail. Les promoteurs leur ont expliqué que l'argent (*akwe o*) ne serait pas systématiquement partagé aux sociétaires (enfants) en fin de saison agricole, mais serait thésaurisé de manière à aider les jeunes agriculteurs à s'installer en coopératives et à acquérir des équipements promis (cf. 2. 2.). Les parents ne voulaient pas que les fruits du labeur de leurs enfants soient utilisés à des fins de réalisations collectives. Les intérêts individuels des enfants devraient être pris en compte. Leurs interrogations sur la destination des fonds du Club s'expliquaient aussi par la crainte de voir ces fonds détournés à des fins privées par des fonctionnaires chargés de la gestion du projet. Ce qui était sûr, en la matière, les parents n'avaient pas signé un chèque en blanc aux promoteurs du club et allaient veiller au grain. De par les expériences d'interventions extérieures qu'ils ont vécues par le passé, les paysans, tels des ex-victimes de morsure de serpent, ont acquis un sens aigu des *risques* auxquels peut les confronter tout nouveau projet (si parfois les développeurs manquent de mémoire, les bénéficiaires eux la gardent en acquis précieux).

2.5. Le problème de la terre

Depuis le début de la culture du café dans le Département de l'Atlantique (1905-1910), l'économie de traite est généralisée et la notion et le principe de la propriété privée de la terre (*cé we* : « c'est à moi »). La terre étant le principal moyen d'existence, les paysans de la région d'Allada ont toujours vécu dans la crainte de se voir déposséder d'une façon ou d'une autre par l'Etat⁹. Et, comme l'Etat qui intervient par l'intermédiaire de ses fonctionnaires est reconnu pour ses ruses en la matière¹⁰, les paysans d'Allada, Sous-préfecture dont dépend la localité d'Ayou n'ont pas voulu mettre spontanément leurs terres à la disposition du « Club 4D » bien que ce soit dans l'intérêt immédiat de leurs enfants. La difficulté venait aussi du fait que les promoteurs du projet voulaient installer le chantier du projet à l'entrée du village pour que les autorités puissent le visiter et que l'expérience puisse faire tâche d'huile: « Nous avons voulu commencer à travailler sur le terrain de H. A. Il s'est mis à faire du bruit et a dit que seule l'arrivée d'un Blanc borgne pouvait le contraindre à laisser son terrain¹¹ ... De là, nous sommes allés sur le terrain de K. C. et de Z. P. Mais, lorsque nous avons voulu étendre nos travaux sur le terrain de G.A., il s'est révolté (*fongu*) et nous a complètement chassés. Mais avec les interventions et démarches des responsables politiques du village, les propriétaires concernés ont fait marche arrière » (l'ex-secrétaire du club). Il faut ajouter que certains propriétaires n'ont laissé leurs terrains que contre la promesse ferme qu'ils pourraient bénéficier des infrastructures à la fin de l'expérience.

3. L'expérience de formation: pédagogie de l'organisation et pédagogie de la technologie

⁹ Voir : l'Expérience de la Nationalisation des Terres en vue de la Création des Plantations des Palmiers Sélectionnés dans: Alfred Comlan Mondjannagni (1977). Pour plus de détail, voir Michel Ahohounkpanzon, 1988.

¹⁰ Pour plus de détail, voir Michel Ahohounkpanzon, 1988.

¹¹ Il s'agit d'une allégorie qui traduit la détermination de l'intéressé à ne pas se laisser faire.

Dans cette section, nous abordons les aspects que sont le recrutement, l'organisation du Club, la méthode de formation, les conflits et les tensions.

3.1. Le mode de recrutement

Conformément aux dispositions réglementaires, le premier recrutement de 1967 comportait douze enfants. Par la suite, il a été institué une procédure de recrutement de nouveaux membres. Pour qu'un enfant puisse s'intégrer au club,

« ... son père va voir le moniteur et celui-ci vient nous informer. Nous (membres du club), acceptons alors qu'on fasse venir l'enfant. S'il vient, nous lui énumérons les différentes règles de conduite qu'on observe sur notre chantier:

- nous ne nous disputons pas (*tronu*),
- nous ne nous battons pas (*xo avùn*),
- quand on attribue une tâche à quelqu'un, il ne murmure pas (*hunhunnudo*) avant de s'y mettre,
- personne n'a le droit d'introduire sur des histoires (*xo*) qui sont de nature à provoquer des conflits (*hwegbe*)» (l'ex-secrétaire du club).

Le recrutement peut se faire à n'importe quel moment de l'année; il suffit que les parents soient prêts à suivre la procédure.

3.2. L'organisation du groupe.

Le club était dirigé et encadré par un moniteur d'agriculture et un encadreur rural assistés de «volontaires du progrès»¹². Le moniteur et l'encadreur jouaient le rôle d'éducateurs de la jeunesse et de vulgarisateurs. En leur sein, les élèves-agriculteurs ont élu un bureau comprenant un président, un secrétaire et un trésorier. Pour les soutenir moralement, un adulte a été désigné par les parents pour assurer le rôle d'animateur:

Question: « Quelle était la fonction de N.G.? » « Il était notre animateur (*animatee*) sur le chantier du club. Il avait son enfant parmi nous et nous avons occupé aussi une partie de ses terres. Lui aussi cultivait son champ non loin de nous. C'est alors que nos parents l'ont désigné comme leur représentant à notre niveau. Il s'occupait de nous de telle sorte que, s'il y avait un litige entre nous, on l'informait et il essayait de le régler (un ex-élève du club) ».

3.3. Pédagogie de la technologie.

Le club possédait une exploitation de près de 10 hectares essentiellement consacrée aux cultures vivrières dont notamment le maïs (*gbado*). L'encadreur avait pour rôle d'enseigner et démontrer les méthodes améliorées de production agricole. Les enfants apprenaient et assimilaient les méthodes par la pratique («apprendre en travaillant»). Dans les faits il s'est agi d'initier les enfants aux nouvelles méthodes de façon pratique, le principe de base étant «démontrer par l'exemple et faire assimiler par la pratique en situation réelle». Il semble que sur ce plan, les formateurs ont pleinement réussi leur mission. Lors de nos

¹² Moniteur: Niveau BEPC plus deux ans de formation professionnelle; encadreur: Niveau CEPE plus deux ans de formation professionnelle. Les volontaires du progrès sont intervenus dans le cadre du programme du "Peace Corps " Américain.

entretiens avec les anciens élèves-agriculteurs, ceux-ci étaient encore capables 4 dix ans après leur sortie de décrire et d'expliquer dans les moindres détails les méthodes et techniques qu'ils ont apprises et de les comparer aux pratiques traditionnelles encore en vigueur. Nous citons pour preuve la culture du maïs¹³.

- *Préparation du sol:*

Après l'abattage de la forêt (*xo zun*), on fait le brûlis (*menu*), on coupe les souches au ras de sol et on débarrasse le champ des troncs d'arbres et des branches et branchages non brûlés. Traditionnellement, on ne fait rien après le brûlis.

Si le champ a été déjà exploité pendant deux ou trois ans, on on procède à l'enlèvement des souches (*kun atintàa*) et essaie de retourner (*dyo taa nà*) la terre. Ainsi éléments nutritifs (*nududu*) qui sont enfouis dans le sol viennent à la surface. De façon traditionnelle, on se contente de débroussailler le terrain et de faire le brûlis.

- *Les semailles (nudido)*

On fait le piquetage et le cordeau en vue de semer en ligne dans les poquets avec un écartement de quatre empans (*aloba ene*) entre les plants et entre les lignes:

« ... pour semer, on ne reste pas debout, on se courbe pour mettre les grains dans les poquets et les fermer avec la main au lieu du pied¹⁴ pour empêcher les oiseaux et les animaux ravageurs de repérer les poquets et de déterrer les grains» (un ex-élève du club).

On sème trois grains par poquet (au lieu de quatre) et après la germination, on arrache (*hon*) un pied et il n'en reste que deux.

- *L'entretien:*

L'épandage d'engrais (*hu je*) ne se fait pas pour les terres qui offrent des garanties de fertilité comme les forêts abattues et les terres essouchées et retournées deux ans d'exploitation. On ne met de l'engrais que sur les terres qui sont déjà effectivement épuisées.

On procède à quatre sarclages (au lieu de un):

« Quand on met de l'engrais dans un champ de maïs, on ne tolère pas que le champ soit encombré de mauvaises (le même). En milieu traditionnel, on utilise rarement l'engrais et on ne procède qu'à un seul sarclage».

- *La récolte:*

¹³ A titre d'illustration, j'essaie de rapporter de façon synthétique le discours de vulgarisation que les ex-élèves m'ont tenu avec beaucoup de conviction.

¹⁴ Pratique traditionnelle.

« ... On récolte des épis déspathés qu'on va mettre dans le séchoir (*secwa*). On y met le feu et tout le maïs devient sec. Ainsi, toutes les chenilles (*wanvu*) meurent et on procède alors à l'égrenage. Après, on met des «insecticides» (*atinkeen*) dans les grains et on les conserve dans les silos¹⁵ (le même).

En milieu traditionnel, on récolte des épis en spathe (*flomede*), on ne les sèche pas et on les conserve dans des greniers en branches de palme (*agoo*)¹⁶.

Lors des entretiens que nous avons eus avec les anciens élèves du club, ceux-ci nous ont donné l'impression qu'ils sont convaincus de la supériorité des méthodes qu'ils ont apprises sur les pratiques traditionnelles. Et ils avancent comme preuve que les rendements sont de l'ordre de 2,4 à 3,0 tonnes par hectare.

Le moins que l'on puisse dire en ce qui concerne les méthodes de production de maïs est qu'il s'agit d'une intensification à base de travail (façons culturales ...) et de consommations intermédiaires (semences, engrais, pesticides ...).

De la même manière, les élèves du club ont appris la pratique d'autres cultures comme l'arachide (*aziin*), le manioc (*ako*, *fennyee* ou *akute*), le haricot (*ayikun*), le riz (*molikun*) en culture sèche, et le sorgho (*abokun*), et ils ont pu nous décrire les méthodes production dans les moindres détails.

Au cours de leur formation qui a duré huit ans pour certains, les élèves agriculteurs d'Ayou ont aussi appris la pratique de la culture attelée (*agnyibugle*), l'élevage des petits ruminants (lapins, caprins) et des bovins (*anyibu*). Pour la culture attelée et l'élevage des lapins (*azwi*), la stratégie a consisté à envoyer en stage de deux mois quelques membres du club qui, à leur retour sont chargés d'initier leurs camarades.

En ce qui concerne l'alphabétisation (*wemaa kplonkplon*), elle a débuté en français sans un grand succès. En effet, elle le tout reposait sur les improvisations des agents: il n'y avait ni programme, ni manuel¹⁷.

Mais en 1975, le groupe devait bénéficier de la contribution d'un chercheur européen présent dans le milieu:

« ... Ainsi un blanc-femme (*yovo nyonù*), (le chercheur est perçu d'abord comme un Blanc avant son statut de femme) est venu ici en ce temps-là et a commencé par nous enseigner le calcul (*nulinlen*) en langue *fon*¹⁸. Il nous a appris à faire la pesée (*gandida*) et nous avons maîtrisé la pesée et nous écrivons aussi les poids obtenus (l'ex-secrétaire du club) ».

Ces cours de pesée et de calculs élémentaires constituent une phase préparatoire à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture¹⁹. Seulement, après le départ du chercheur, les

¹⁵ Il s'agit de petits silos de ciment de fabrication artisanale.

¹⁶ L'humidité favorise la pourriture du produit et son attaque par les insectes nuisibles que sont les lépidoptères et les charançons (*sitophilus granarius*).

¹⁷ Les gens faisaient ce qu'ils pouvaient.

¹⁸ La langue *fon* ou *fongbe* est une langue véhiculaire du Sud Bénin comprise dans le village d'Ayou.

¹⁹ Pour plus de détail sur les méthodes concernées, voir Jean Pierre Grossenbacher, 1977.

jeunes du village qui devaient continuer le travail n'ont pas jugé opportun de le faire et aucun des agents de l'encadrement du club ne s'est intéressé à l'expérience au point de prendre la relève. Ainsi le groupe n'a pu être complètement alphabétisé faute d'une maîtrise de la méthodologie par l'encadrement²⁰. Il faut avouer qu'à l'époque, la seule velléité de développer des habitudes de lire et d'écrire dans les langues nationales relevait aux yeux de beaucoup de fonctionnaires de la pure folie. Le français a été et restait la seule langue de promotion sociale, d'acquisition de savoir et de maîtrise des rouages de l'administration (cf. Ahohounkpanzon, 1981 et 1985).

3.4. La vie du club: succès, conflits et tensions

3.4.1. Le succès

Dès le départ le «Club des Jeunes Agriculteurs d'Ayou» a bénéficié d'un contrat de confiance entre la population et les promoteurs du projet. En effet, le responsable du projet n'était pas un inconnu pour les villageois. Dès sa sortie de l'école d'agriculture en 1953, il avait été envoyé dans ce même village pour promouvoir la culture de café. En 1967, il avait acquis suffisamment d'expériences et pouvait inspirer confiance aux parents des enfants concernés par le projet.

En trois ans, le club a enregistré des résultats encourageants:

- mise en culture de près de 11 hectares de terre (maïs: 5 hectares, haricot: 2 hectares, arachide: 3 hectares, riz en culture sèche: 1 hectare).
- recrutement d'un effectif de plus de trente jeunes;
- construction d'un bâtiment servant de magasin, de salle de cours et de cuisine et d'une citerne;
- construction d'un séchoir artisanal et d'un silo à maïs;
- économie de plus de trois millions de francs CFA (soit 12 000 \$ US).

Le club était devenu un modèle et recevait régulièrement les visites des responsables régionaux, nationaux et des experts de la FAO et d'autres organismes internationaux de passage dans le pays. Le ministre de l'agriculture lui a rendu visite en 1969. Des autres localités du Département de l'Atlantique, les responsables régionaux faisaient venir les membres d'autres clubs de jeunes-agriculteurs pour prendre exemple sur leurs homologues d'Ayou.

Tout cela ne faisait que renforcer la confiance des parents et éveiller la conscience des jeunes. L'Etat a aidé le club en matériaux de construction, dans la constitution d'un troupeau de bovins et lui envoyait aussi des produits alimentaires²¹. Il a appuyé l'encadrement par la mise à disposition de deux volontaires du «Corps de la Paix».

L'effet «boule de neige» qui en a résulté provoqua la multiplication des candidats au recrutement. Les responsables ont été obligés de créer pour les quartiers éloignés un autre club²². Cependant, la vie du club a eu à connaître des soubresauts. Il y a eu des tensions et des

²⁰ C'est seulement en 1977 que le cours complet de l'alphabétisation en langue Fon a été mis au point par le Gouvernement.

²¹ Ce sont des produits alimentaires de la Campagne Mondiale de Lutte contre la Faim.

²² Ce nouveau club était appelé: "le club d'Ahota».

conflits. Parmi ces conflits et tensions, nous allons évoquer le cas des grèves, le projet d'achat d'un véhicule automobile et le cas de détournement des biens du club.

3.4.2. Les grèves

Les deux grèves connues par le club sont nées d'un conflit entre les membres originaires des quartiers Hangnan (situé à un kilomètre du chantier) et Sèbo (à cinq kilomètres du chantier). A un moment donné, les membres du Hangnan ont estimé, en ce qui concerne la garde des bovins, que ceux de Sèbo n'emmenaient pas les bêtes paître sur les terres de leurs parents et se contentaient de rôder autour du quartier Hangnan. Evoqué lors d'une réunion, ce problème a suscité de vives discussions. Dans une atmosphère aussi tendue, certains membres ont émis l'idée d'un prêt d'argent à tous les membres sur les fonds du club. Le secrétaire du club originaire de Hangnan s'est opposé à cette idée. Ceux de Sèbo se sont fâchés et se sont mis en grève pendant une semaine laissant tous les travaux à la seule charge des autres. Après cette grève, il a fallu faire les prêts demandés.

Les responsables ont consenti alors un prêt de 1 500 CFA à chaque élève-agriculteur. Les originaires de Hangnan se sont sentis lésés. En effet, à leur entendement, on n'aurait pas du prêter la même somme d'argent aux grévistes et aux non-grévistes. A leur tour, ils se sont mis en grève aussitôt suivis par ceux de Sèbo. Le chantier du club a été ainsi abandonné pendant une semaine. Les parents et les responsables politiques se sont alors occupés de la situation pour calmer les esprits.

L'élément important qu'on peut tirer de ces deux grèves, c'est l'existence d'une grande rivalité entre les différents quartiers du village quant au contrôle du groupe. Et il est possible qu'à Hangnan et à Sèbo, les deux quartiers antagonistes, les parents aient dans un premier temps attisé le feu avant de l'éteindre.

3.4.3. L'affaire du véhicule

Après trois ans de travail assidu, le club a pu réunir des fonds dépassant les trois millions de francs CFA (12 000 \$ US). C'est alors que, soucieux de faire fructifier cet argent, les responsables ont émis l'idée de l'acquisition d'un véhicule «Peugeot 404» bâché pour en faire un «taxi-brousse» (transport de voyageurs et de bagages et désenclavement du village). En soi, l'initiative n'était pas mauvaise parce qu'elle allait dans le sens du progrès (vu par les fonctionnaires). Les responsables ont alors organisé une séance de concertation avec les parents. Après quelques remarques par-ci par-là, la plupart des parents présents ont accepté le projet. Mais l'un d'entre eux, qui n'était pas des moins influents, s'y était farouchement opposé:

« Monsieur C. a pris la parole pour dire les raisons pour lesquelles il n'acceptait pas que l'argent gagné par son fils (membre du club) -soit utilisé pour acquérir un véhicule. Il aurait préféré qu'on lui remette purement et simplement la part revenant à son fils. Il a précisé que si on achète le véhicule aujourd'hui et que demain il fasse accident et se casse, qu'est-ce

qu'on pourrait dire? L'argent aurait été ainsi perdu. Lorsqu'il a dit cela, notre moniteur s'est fâché et l'affaire a tourné court» (l'ex-secrétaire).

L'élément pertinent qu'on peut tirer de cet échec, c'est que dans le monde rural, il existe des personnes influentes qui peuvent bloquer le progrès si toutefois les promoteurs de projet ne trouvent pas de moyens pour vaincre ou contourner leur résistance ou réticence. Le Monsieur C. dont il s'agit doit sa réputation et son influence à l'économie du café dans lequel il a fait fortune, et dans le temps il a même eu à briguer la chefferie du village. Il est de façon populaire appelé *agun-noo*, «le maître de la foule». Son attitude s'explique par le fait qu'il ne croit pas à l'intérêt collectif. S'il admettait le travail en groupe, c'est qu'il supposait qu'à la fin, on devrait remettre à chacun une part au prorata de sa contribution. La position de ce parent leader révèle une fois encore la perception du risque par les milieux paysans. L'acquisition du véhicule, même s'il elle se justifie par la volonté de progrès, était-elle la meilleure façon de faire fructifier l'argent du club et de servir les intérêts du village? Cet investissement initial était peut-être trop lourd et trop risqué. La mise sur pied d'un magasin populaire d'approvisionnement en produits de première nécessité serait une opération moins aléatoire et aurait pu rencontrer l'adhésion du parent-leader.

3.4.4. Le problème de la vente des bœufs

Il s'agit d'une affaire de détournement des biens du club par un encadreur et le parent investi des fonctions d'animateur (voir 2.3. ci-dessus). L'affaire a eu lieu vers la fin de l'expérience du club, et bien sûr après le départ de S. A., principal promoteur du projet et alors appelé à d'autres fonctions²³. Il s'est fait que le remplaçant ne maîtrisait pas la situation.

« Après A., c'est le moniteur B. qui est arrivé. Mais il ne maîtrisait pas notre langue et ne comprenait pas les choses. C'est ainsi que notre encadreur D. et N.G. (notre animateur) nous ont volé (*tafu mi*). Ils ont conclu un accord avec le boucher O. d'Allada. Ainsi ils peuvent lui vendre l'un de nos bœufs à 60 000 F CFA (240 \$ US) et venir déclarer qu'il n'a été cédé qu'à 30 000 F CFA (120 \$ US). Eux, ils empochent la différence et se la partagent » (l'ex-secrétaire du club).

Au cours d'une réunion de l'ensemble des secrétaires du club avec les responsables du secteur agricole d'Allada, ces derniers se sont rendu compte que les membres du club d'Ayou ne maîtrisaient pas le dossier de la vente des bovins. Le responsable a alors enquêté auprès du boucher d'Allada, a découvert le pot aux roses et l'a révélé quelques jours plus tard au secrétaire du club d'Ayou. Bien qu'étant le supérieur hiérarchique de l'encadreur concerné, il a avoué à l'humble secrétaire qu'il n'était pas en mesure de dévoiler l'affaire en public. Le secrétaire a alors pris sur lui cette responsabilité:

« J'ai dit la vérité aux membres de notre club. C'est alors que N. et D. m'ont convoqué à la Mairie pour le lendemain. Là aussi, j'ai dévoilé les dessous de l'affaire devant N. et D. en disant qu'ils ont vendu nos bœufs à 60 000 F CFA (240 \$ US) et qu'ils ont empoché la différence sur notre dos. « ... Et j'ai précisé qu'on peut faire venir le boucher et lui poser des questions. Quand j'ai

²³ Le succès enregistré par l'intéressé en ce qui concerne l'implantation du "Club des Agriculteurs" modèle qu'est devenu celui d'Ayou a conduit les responsables nationaux à l'envoyer promouvoir la nouvelle forme d'innovation qu'est la culture attelée dans un Département voisin.

dit cela, N. et D. ont juré au nom de Dieu (*xwle Mawu*) qu'ils n'ont jamais fait cela et celui qui va pleurer (*vi avi*) s'est mis à pleurer. Les chefs (le Maire et ses collaborateurs) ont arrangé l'affaire à l'amiable en disant aux deux fraudeurs (N. et D.) que ce dont j'ai parlé étaient vrais et qu'ils étaient donc en train de mentir. On leur a interdit de recommencer de telles actions qui étaient de nature à détruire (*gba*) notre club. On a arrêté l'affaire là.»

De ce qui précède, il ressort que parfois, les fonctionnaires chargés de la conduite et de la gestion d'un projet de développement rural peuvent détourner les biens et ressources du projet à des fins personnelles et ce en complicité avec des personnes influentes du milieu avec qui ils ont partie liée (voire note No 28). Dans le cas qui nous concerne ici, un agent de la hiérarchie supérieure a refusé de dénoncer son collègue de la hiérarchie inférieure coupable de malversation au détriment des jeunes agriculteurs dont il a la charge. On pourrait s'interroger sur des raisons qui ont motivé une telle attitude: solidarité avec le collègue? Esprit de corps? Refus de risque? Ce qui est sûr, les intérêts de classe sont en jeu: notoriété, crédibilité. Lorsque le jeune paysan prend sur lui la responsabilité de dénoncer les voleurs, ceux-ci ont usé de l'arme de l'intimidation. Mais, fort de la justesse de sa cause, le jeune paysan a maintenu sa position jusqu'au bout. Les responsables politiques bien que convaincus de la véracité des faits se sont contentés de calmer l'affaire sans qu'aucune punition (ou réparation) soit infligée aux fautifs. Il y a là une complicité tacite entre responsables locaux et fonctionnaires: peur d'éviter les scandales ou intérêts liés?

Dans un tel contexte, l'on est en droit de se poser la question suivante: le développement rural est-il possible si les fonctionnaires peuvent voler les fruits du labeur des paysans et rester impunis? Il se pose le problème de la participation conçue et mise en œuvre comme forme de contrôle populaire dans la gestion des projets de développement rural. La pratique sociale des fonctionnaires (intégrité) joue donc un rôle très important dans le succès ou l'échec des opérations de promotion rurale. La question fondamentale est celle-ci: l'appareil bureaucratique est-il disposé à accepter le contrôle et la sanction populaire?

4. les résultats de l'expérience

Après huit années de formation, cinq élèves-agriculteurs ont été installés en paysans individuels sur les terres de leurs parents respectifs. Ils ont chacun reçu une dotation en capital de 30 000 francs CFA (120 £ US) plus un bovin. Ils ont constitué un troupeau de quatre vaches et un bœuf. Un an après, une nouvelle promotion de quatre élèves est sortie. Ceux-là n'ont eu qu'une dotation individuelle en capital de 25.000 F CFA (100 \$ US). Avec cette promotion, la stratégie d'installation a changé:

« Les premières personnes qui sont sorties sont allées sur les champs de leurs pères (respectifs). Nous qui sommes de la deuxième promotion, on nous a dit que nous n'irons pas sur les terres de nos parents, et que nous allons nous joindre à ceux de la première promotion pour former une coopérative » (un ex-élève du club).

Cette coopérative n'a eu qu'une courte durée de vie, deux années de travaux agricoles:

« La première saison (*xweme*), nous avons planté du maïs. Nous avons fait une bonne récolte (*mi mo gbade hannya hannya*). Après cette saison, certains parmi nous ont fui vers Lagos (*honyi awonlin*) au moment de la deuxième saison (*zome*)²⁴. D'autres ont dit

²⁴ La première saison agricole se situe entre mars et juillet et la seconde entre août et décembre.

qu'ils ne voulaient plus travailler ensemble avec leurs camarades» (le même). En dehors des quantités de maïs que les membres de la coopérative se sont partagés pour l'autoconsommation, il leur est resté en stock pour la première saison 2,2 tonnes de maïs qu'ils ont vendues à 55.000 F CFA (220 \$ US) soit 25 F CFA le kg: «Le maïs coûtait très moins cher en ce temps-là» (un ex-membre de la coopérative).

Après l'éclatement, la coopérative s'est réduite à trois membres. En deux saisons, ceux-ci ont récolté 1,5 tonne de maïs qu'ils ont vendues à 45.000 F CFA (180 \$ US), soit 30 francs CFA le kilogramme. Ils ont cherché alors à faire fructifier cet argent:

« En ce moment-là, nous avons pris les 45 000 f CFA pour acheter les palmiers et avons commencé par exploiter le vin de palme. Nous avons réalisé quelques bénéfices et avons continué à cultiver le champ. Mais M. A. (un des trois membres restants) nous a quitté pour aller apprendre le métier de chauffeur (*kplon cofee zon*). Nous aussi (les deux derniers) nous nous sommes séparés (*xoklan*) (le même).

L'expérience des deux premières promotions s'est donc soldée par un échec. Cet échec n'a fait que sonner le glas de l'institution-école qu'était le «Club des Jeunes-Agriculteurs d'Ayou». Les membres des promotions qui ont suivi ont reçu des dotations en capital au prorata du nombre d'années d'apprentissage, mais ne sont plus installés en coopérative et beaucoup d'entre eux ont abandonné la terre au profit de l'aventure de l'exode rural ou de l'apprentissage d'un métier non-agricole.

5. L'exode rural

5.1. La crise de l'économie paysanne

En 1975-76, lors de la sortie de la première promotion, l'économie paysanne de la région était déjà en crise²⁵:

- le café qui a été la base de l'économie de la région depuis le début du siècle (1904) a été abandonné par l'Etat en 1969.
- Le même Etat a confisqué des milliers d'hectares des terres fertiles pour installer des plantations des palmiers à huile sélectionnés gérées par une Société d'Etat.
- La société des huileries a cessé d'acheter des régimes de palme chez les paysans.

Dans un tel contexte, le maïs est resté la seule et principale source de revenus pour les paysans. Or, les prix de ce produit vivrier de grande consommation fluctue beaucoup de la période post-récolte (août) à la période pré-récolte (mi-juin)²⁶.

²⁵ Nous avons expliqué ailleurs les tenants et les aboutissants de cette crise; voir Ahohounkpanzon 1986 et Ahohounkpanzon, 1988.

²⁶ Si nous considérons les prix de détail de maïs à Cotonou de Mai 1985 à Mai 1986, on a les données suivantes: Prix moyen 504 f CFA les quatre kilogrammes; écart-type - 54 F CFA; coefficient de variation 0,11 (taux: 11 %). Les prix étant plus stables dans les villes que dans les campagnes, on comprend que ce coefficient est certainement plus élevé en ce qui concerne

Il faut aussi noter que le maïs est une culture très sensible à la pluviométrie. En 1976 et 1977, il y a eu deux années successives de mauvaise pluviométrie²⁷ qui ont réduit la production et ont donné lieu à une famine temporaire. Les prix des produits alimentaires ont flambé et l'Etat a même organisé la chasse aux commerçants privés²⁸. Les conditions de vie au village sont devenues rudes pour tout le monde et surtout pour les jeunes qui devaient faire face à des échéances comme le mariage, la construction d'une maison. La crise de l'économie villageoise dans son ensemble a restreint l'offre de travail salarié (*kàntin*) auquel ces jeunes pouvaient avoir recours. Au même moment, le Nigéria connaissait un boom pétrolier assorti d'une politique de grands travaux²⁹; les jeunes ont vite cédé à la tentation de l'exode rural.

5.2. L'ampleur du phénomène chez les anciens membres du club

Dans nos investigations, nous avons essayé de recueillir des informations sur les anciens élèves du club en 1986. Dans ce groupe-cible, on distingue quatre catégories de situations:

- Ceux qui ont tenté les aventures de l'exode rural et qui sont revenus: (exode et retour),
- Ceux qui ne sont pas revenus (exode définitif),
- Ceux qui sont allés apprendre un métier non-agricole (hommes de métier),
- Ceux qui n'ont pas quitté le village (pas d'exode).

En 1986, les situations se présentaient comme suit:

Situation	Effectifs	Proportion
exode + retour	6	22%
exode définitif	6	22%
hommes de métier	7	26%
pas d'exode	8	30%
Total:	27	100%

Source : Données de l'enquête

De ce tableau on peut tirer les conclusions suivantes: sur 27 jeunes agriculteurs sortis du club entre 1975 et 1980, 44% ont tenté «l'aventure» de l'exode rural dont la moitié seulement (22%) est revenue se réinstaller dans l'agriculture.

- Dix ans après la sortie de la première promotion (1976-1986), il n'est resté dans l'agriculture que 52% des anciens élèves agriculteurs (pas d'exode et exode avec retour).

le prix au producteur. Nous avons expliqué ailleurs les tenants et les aboutissants de cette crise : voir Ahohounkpanzon, 1986 et Ahohounkpanzon, 1988.

²⁷ Voir Wong, 1978.

²⁸ Voir note no. 32

²⁹ Le commerce contrebande très développé entre le Nigéria et le Bénin favorise une circulation rapide de l'information.

- 26 % sont sortis de l'agriculture pour aller apprendre un métier: chauffeur, maçon, menuisier, scieur, etc. Si on y ajoute le cas «exode définitif», on obtient une perte sèche de 48% pour l'agriculture.

Aller apprendre un métier et sortir de l'agriculture, c'est aussi une forme d'exode rural. En effet, les métiers sont pour la plupart exercés dans les villes ou dans les administrations. Très peu d'hommes de métiers restent dans les villages; au total donc, ce sont 70 % des jeunes agriculteurs formés dans le club qui auront tenté d'une manière ou d'une autre l'aventure de l'exode rural.

L'on peut alors s'interroger sur les raisons profondes qui ont motivé ceux qui sont partis en aventure. Trois facteurs semblent expliquer l'ampleur de l'exode rural: la faiblesse des prix au producteur, les aléas climatiques et le manque de soutien de la part de l'administration.

- *Les prix et les aléas climatiques (voir ci-dessus section IV):*

« .. Quand nous sommes sortis du club et nous avons constitué notre coopérative, notre première vente de grains a été faite à de très bas prix (*kpo axi*) et nous n'avons pas pu tirer les bénéfices (*lè*) que chacun attendait. La première saison a été rentable (rendement physique: *è na gbade ganji*) mais la deuxième a été catastrophique à cause du manque de pluies. C'est pourquoi beaucoup de camarades ont fui (*hon-yi*) et seuls nous les courageux (*syen taa*) sommes restés au village» (l'ex-secrétaire du club).

- *Le soutien que les jeunes agriculteurs attendaient de l'administration ne leur aurait pas été accordé:*

« ... L'Etat (*axosu*) ne s'occupait plus de nous. Quand nous demandons de la nourriture («vivres PAM»)³⁰, on ne nous en donnait plus. Nous avons eu à travailler un certain temps ensemble et lorsque nous nous sommes essouffés (*agbo kpè mi*), nous nous sommes séparés» (un ex-élève du club) .

Les parents que nous avons interviewés ont admis que l'émigration des jeunes serait due au manque de soutien de la part de l'administration. Il n'y aurait pas eu une continuité entre l'organisation du travail et la vie dans le club et l'accès au statut de producteur indépendant hors du club. Il s'est agi d'une transition (de la tutelle à l'autonomie) mal articulée.

Les membres du club ne sont pas les seuls jeunes touchés par le courant de l'exode rural. En effet, la crise de l'économie paysanne en tant que facteur d'expulsion intéresse tous les villages et leurs habitants et plus particulièrement les jeunes. C'est ainsi que lors du Recensement Générale de la Population et de l'Habitation en 1979, on s'est rendu compte que les villages du Département de l'Atlantique présentaient un taux d'émigration oscillant entre 10 et 25 % dans la tranche d'âge des 15-25 ans.

Des études empiriques donnent une idée plus claire de l'ampleur du phénomène:

³⁰ PAM = Programme Alimentaire Mondial

- Au cours d'un recensement de 553 personnes dans la localité d'Ayou en 1976, on a dénombrée sur un total de 305 personnes actives (16 - 40 ans), 82 émigrés soit un taux de 27 % dans la tranche d'âge considérée et de 15 % par rapport à l'ensemble de la population (voir Greuter 1984: 177 et Greuter : 1987).
- L'enquête d'Elwert et Wong (1978: 31) dans 18 villages du Département montre que le taux d'émigration se situe dans la fourchette de 10 à 15 % de la population active dans huit villages, en est inférieur dans six et supérieur dans un seul.
- Un autre recensement effectué par le groupe de Bremer (1986: 117) dans cinq villages donne un taux d'émigration des personnes actives (surtout jeunes) oscillant entre 10% et 15%. Le comportement des anciens membres du Club ne relève donc pas d'une situation exceptionnelle mais s'inscrit dans un mouvement d'ensemble intéressant toute la population rurale active du Département, le paradoxe sur lequel nous insistons réside dans le fait que le «Club 4D d'Ayou» a été créé dans le but avoué de soustraire les jeunes ruraux au «fléau» de l'exode rural.

5.3. L'envers de l'exode rural: le flux et le reflux

Si nous entendons par migrants tous les jeunes ruraux qui quittent les campagnes pour aller apprendre un métier ou aller chercher un travail rémunéré à Cotonou ou au Nigéria, nous pouvons les classer en deux catégories:

- Ceux qui s'installent à Cotonou, souvent de façon définitive et,
- Ceux qui vont au Nigéria.

En ce qui concerne nos jeunes agriculteurs, la plupart de ceux qui sont partis à Cotonou l'ont fait, soit pour exercer un métier, soit pour devenir «vendeur de billets de loterie» (*lotolisato*). Pour ceux-ci, l'exode est presque définitif. En effet, la commune d'Ayou est située à 60 kilomètres de Cotonou: les personnes, les biens et les nouvelles circulent aisément et efficacement entre les deux localités. La proximité explique la présence à Cotonou d'une importante colonie d'Ayou, ce qui crée une atmosphère sans dépaysement et sans isolement pour les jeunes émigrés. Pour le cas de l'exode vers le Nigeria, le dépaysement est complet: les migrants ne maîtrisent pas les langues dominantes que sont le yoruba (*ayogbe*) et l'anglais populaire (*pidgin English; glensigbè*). Ils vont vivre parmi les yoruba dont ils ne connaissaient pas suffisamment les mœurs; Cotonou - le point relais avec le village d'origine est situé à au moins 150 ou 200 kilomètres (le contact avec les villageois est rompu durant le séjour).

Ce qui attire ces jeunes migrants, c'est surtout la possibilité de réaliser des gains monétaires à court terme; en effet, vers la fin de 1970 et au début des années 80, le cours du Naira, la monnaie nigériane, était très élevé: un Naira pour 225 F CFA. Au Nigéria, les migrants avaient la possibilité de travailler sur les grands chantiers, dans les exploitations de cacao ou dans l'exploitation du vin de palme (*kpa ahàn*). Ils reviennent entre le 15 et le 25 décembre de chaque année pour le nouvel an (*xwe*) et les cérémonies du début de l'année (*xwétanu*) dans leurs villages. Ils repartent généralement vers le début du mois de février à l'approche de la saison agricole.

A partir de 1983, la crise économique que connaît le Nigéria va rendre la solution de l'exode très aléatoire. Suite aux deux mesures d'expulsion massive des étrangers en situation irrégulière prise par les autorités civiles et militaires dans la mouvance de la crise, on note un mouvement de flux et de reflux au niveau du courant migratoire vers le Nigéria³¹. Cette solution à la crise est de moins en moins intéressante à cause de la chute brutale du cours de la monnaie nigériane qui de 225 F CFA en 1980 est retombé à 60 F CFA en 1986. Dans ce contexte, les migrants qui retournent au village sont obligés de s'insérer dans les stratégies de survie développées par ceux qui sont restés sur place.

5.4. Les stratégies de survie.

Après la chute de l'économie du café (1969-1970), le maïs ne s'est pas avéré un substitut fiable à cause de sa sensibilité vis-à-vis d'une pluviométrie de plus en plus capricieuse et des prix très peu rémunérateurs en période post-récolte. Le manioc n'a pu jouer un rôle de complément parce que les espèces cultivées (*honbete*) ont été attaquées par une maladie. Et pourtant, les paysans d'Ayou (et des autres villages environnants) avaient des besoins financiers urgents à résoudre:

- payer la dot (*asigban*) en ce qui concerne les jeunes en âge de se marier,
- verser l'impôt de capitation annuel (*takwe*),
- acheter des produits vivriers en période de soudure (*nuxoduu*),
- acheter des médicaments en cas de maladie (*xo atinkeen*),
- payer les frais d'écolage des enfants (*su azonmekwe*),
- faire les dépenses exigées par les cérémonies religieuses (*wa vodunnu*), etc.

Pour y faire face, ils ont développé des activités susceptibles de leur procurer de l'argent frais:

- vente des terres (*sa ayigbaa*),
- abattage des palmiers, extraction de vin de palme (*dehaan*) et préparation de l'alcool (*sodabi*), ce qui implique la destruction de la palmeraie;
- abattage des grands arbres pour fabriquer du charbon de bois³² ou des planches³³, c'est-à-dire destruction du couvert végétal.

Le moins que l'on puisse dire est qu'il s'agit là d'une stratégie suicidaire: l'abattage accéléré des arbres et des palmiers fait peser une menace sur l'environnement, ce qui à moyen terme risque de compromettre les conditions de survie de la communauté dans son ensemble. En effet, la période de destruction accélérée du couvert végétal a été caractérisée par une recrudescence des attaques des prédateurs que sont les souris (invasions), les francolins (*asokle*) et les tisserins (*hwlen*) contre les semis de maïs au risque parfois de compromettre la saison agricole et la sécurité alimentaire. En ce qui concerne les autres cultures, les criquets puants (*zonocerus variegatus*) sont devenus plus virulents parce que plus nombreux.

Selon une hypothèse émise par Georg Elwert³⁴, la déforestation accélérée conduit à la destruction des repères et gîtes des serpents et autres reptiles ainsi que des félins et oiseaux

³¹ Pour les détails, voir: Polzer (1981) et Bremer (1986).

³² Faire face à la demande croissante de charbon de bois émanant de la ville de Cotonou (500 000 habitants).

³³ Répondre à la demande de bois de maçonnerie émanant des chantiers de construction au Nigéria.

³⁴ Conversation privée (1985).

rapaces dont le rôle dans l'équilibre écologique est de contenir la population des déprédateurs dans les limites du tolérable.

6. Conclusion.

En guise de conclusion, nous allons tenter d'évaluer l'expérience que nous venons de décrire et d'analyser.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que en tant qu'entreprise de formation, l'expérience du « Club des Jeunes Agriculteurs d'Ayoub » a été un succès. Plusieurs facteurs que nous avons évoqués dans le texte expliquent ce succès.

- Le schéma d'approche de la société rurale prévue par les concepteurs du projet s'est avéré juste: on ne peut rassembler et former les jeunes ruraux qu'en s'appuyant sur leurs parents. Le contact avec la société rurale est fondé sur la stratégie de la sensibilisation et de la motivation. Ces deux opérations ont consisté pour les initiateurs du projet à expliquer aux populations-cibles les objectifs poursuivis par les pouvoirs publics et les intérêts matériels qu'elles peuvent en tirer (l'Etat s'est toujours préoccupé du sort des ruraux, et parfois malgré eux, serait-on tenté de dire!). Nous avons signalé au passage que les populations cibles, du moins leurs leaders, peuvent avoir des perceptions biaisées des objectifs compte tenu de la nature des promesses et des antécédents dans l'histoire socio-économique régionale.
- Le promoteur du projet était bien connu des populations depuis plus de dix ans. Cela a favorisé l'établissement du *contrat de confiance* nécessaire à la réalisation du projet. Ceci est d'autant plus important que les contacts entre l'administration et les communautés rurales n'ont pas toujours été heureux.
- Dans l'exécution du projet, le promoteur a tout mis en œuvre pour s'assurer une participation effective des parents (désignation d'un animateur, réunions de concertation), des enfants (organisation interne au club) et des autorités locales (règlement des conflits).
- L'organisation pédagogique fondée sur l'assimilation par la démonstration et la pratique a été bien suivie par l'encadrement et l'expérience de l'envoi en stage de courte durée (trois mois) de certains élèves pour acquérir des techniques spécifiques (cultures attelées, élevage de lapins) en vue de les enseigner à leurs camarades a été concluante.
- La gestion saine et transparente des fonds ainsi que la sollicitude dont le projet a été l'objet de la part des autorités politiques régionales n'ont fait que renforcer la confiance des parents et des enfants.
- Les encadreurs du projet étaient certainement motivés par les intérêts matériels qui leur étaient accordés ainsi que les encouragements qu'ils recevaient de leurs supérieurs hiérarchiques.

- Mais malgré la beauté de la face, la médaille a aussi son revers. Ainsi, plusieurs raisons expliquent aussi l'échec du projet dans sa phase de finalisation.
- Une fois que les jeunes sortent du club-école, il était prévu leur installation en tant que paysans modernes. Au départ, la formule n'était pas claire: fallait-il les installer en paysans individuels ou en coopérative? Il y a eu des hésitations à ce niveau.
- Après la sortie de la première promotion, le responsable du projet a été appelé à d'autres fonctions. Ses successeurs plus jeunes n'ont pas pu gérer le projet avec maîtrise et abnégation (voir l'affaire des bœufs).
- La transition entre l'organisation du travail dans le Club-Ecole et la vie active n'a pas été bien assurée. Un encadrement beaucoup plus efficace était nécessaire aux jeunes agriculteurs regroupés en coopérative afin qu'ils se stabilisent.
- La monoculture du maïs et la faiblesse des prix du produit ont découragé les jeunes agriculteurs. On aurait pu les inciter à faire de la polyculture, y compris des cultures de rente pour améliorer leurs revenus.
- Personne n'avait prévu la crise de l'économie paysanne dans son ensemble avec la chute du café, les sécheresses périodiques et le boom pétrolier du Nigéria.
- Dans ce contexte incertain où des jeunes agriculteurs mal sevrés avaient des besoins urgents (habillement, mariage, construction de maison ...), la tentation de l'aventure était grande, voire irrésistible.

La destruction des deux bases de l'économie paysanne régionale (le café et le palmier à huile) et l'instauration de la monoculture du maïs dans un contexte de pluviométrie capricieuse ne peut que conduire les ruraux dans l'impasse et les forcer à développer des stratégies de survie dont l'exode rural sous toutes ses formes.

Si du point de vue de la politique officielle de promotion du monde rural, la «fuite vers la ville» occasionnée par les facteurs d'expulsion (*push factors*) comme la crise de l'économie paysanne peut être considérée comme un échec, il n'en demeure pas moins que, lorsqu'on la saisit du côté des jeunes paysans et de leurs parents, cela apparaît comme une solution rationnelle, l'une des meilleurs dans le contexte que nous avons présenté.

Il semble que, malgré les risques et traumatismes qui caractérisent l'exode rural, ceux qui ont choisi cette solution ont acquis un meilleur niveau de vie et leurs familles ont pu bénéficier sous une forme ou sous une autre des gains monétaires qu'ils ont réalisés. On peut dire que l'exode définitif ou provisoire a été l'un des facteurs qui ont empêché l'effondrement des communautés rurales dans le contexte de crise.

Ce texte est la version revue et corrigée de notre communication au 7^e Congrès Mondial de Sociologie Rurale à Bologna en Italie (24 Juin au 2 Juillet 1988) dans le cadre des travaux de l'atelier no.4 « Les sociétés rurales face aux interventions extérieures». Les travaux de cet atelier ont été dirigés par le Prof. Dr Georg Elwert (FU/BERLIN) et le Dr Jean-Pierre Oliver de Sardan (EHESS, Marseille). Les recherches qui ont contribué à la rédaction du texte ont été menées sur le terrain au Bénin en 1985 et 1986 dans le cadre du projet «*Effets Socio-Structurels de l'Assistance Technique au Milieu Rural en Afrique de l'Ouest*» dirigé par Prof. Dr Georg Elwert. Pendant nos recherches sur le terrain, nous avons bénéficié des conseils méthodologiques du Dr Thomas Bierschenk et du Dr Dirk Kohnert alors coordinateurs du projet. Nous avons rédigé ce texte en Mai- Juin 1988 alors que nous étions étudiants au Programme de Doctorat en Economie Rurale de l'Université Nationale Côte d'Ivoire. Nous remercions le Dr Paul T. Perrault, alors Secrétaire Général du Programme, qui nous a autorisé et encouragé à participer au Congrès Mondial de Sociologie Rurale de Bologna (Italie). Notre participation à ce Congrès suivie d'une visite à Berlin (Institut d'Ethnologie) a été appuyée par l'Université Libre de Berlin (FUB) aux autorités de laquelle nous exprimons notre gratitude. La version que nous présentons ici a bénéficié des commentaires critiques du Prof. Dr Georg et des participants aux travaux de l'atelier No.4 du 7^e Congrès Mondial de Sociologie Rurale.

Une version allemande de ce texte a été publiée en 1993 dans **Thomas Bierschenk, Georg Elwert (eds)**, *Entwicklungshilfe und ihre Folgen: Ergebnisse empirischer Untersuchungen in Afrika*. Frankfurt a. M.; New York : Campus Verlag, 1993, 280 p.

Références bibliographiques

Ahohoukpanzon, Michel, 1981: «Presse Rurale et Post-alphabétisation», *Quotidien national Ehuzu*, No 1459 du 16 juillet 1981.

Ahohoukpanzon, Michel 1985: «La Révolte des Dialectes» Manuscrit Service Provincial d'Alphabétisation de l'Atlantique-Cotonou.

Ahohoukpanzon, Michel, 1986: «Du Café au Palmier à Huile, deux Expériences de Modernisation Rurale dans la Région d'Allada (Sud Bénin)», Communication au 13ème Congrès Européen de Sociologie Rurale. Braga (Portugal) du 1^{er} au Avril 1986.

Ahohoukpanzon, Michel, 1988: «Contrainte Foncière et Développement Agricole dans la Province de l'Atlantique, Bénin»; Document de travail, Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales, Abidjan, Mai 1988.

Bierschenk, Thomas, 1988: "Development Projects as Arenas of Negotiation for Strategic groups. A case Study from Benin"; in **Sociologia Ruralis** - Vol 28, P. 146-160.

Bremer, Frank (ed.) 1986: *Les Possibilités de Promotion des petites Exploitations Agricoles dans la Province de l'Atlantique, République Populaire du Bénin*. Berlin, Université Technique.

Bugnicourt, Jacques, 1979: «L'Administration Rurale en Afrique peut-elle devenir l'Instrument d'un Véritable Développement» *Bulletin de l'Institut International d'Administration Publique*, Paris ; N.11- P.573-607.

C.I.L.S.S. (Comite/Inter-Etats De Lutte Contre La Sécheresse au Sahel), 1987: «Participation Populaire au Développement», **IFDA Dossier** N.62-3 P. 3-15.

Elwert, Georg, 1983: *Bauern und Staat in Westafrika. Die Verflechtung sozioökonomischer Sektoren am Beispiel Bénin. Frankfurt am Main: Campus*. (Paysans et Etat en Afrique de l'Ouest, l'articulation des secteurs socio-économiques, le cas du Bénin): voir l'excellent compte rendu de Peter Geschiere dans la revue **Politique Africaine**, No 21 (1986), p. 127.

Elwert, Georg et Wong, Diana, 1978: *Structures Agraires et Procès de Développement dans la Province de l'Atlantique (République populaire du Bénin)*; Rapport d'Evaluation (GTZ) – Bielefeld, 1978.

F.A.O. (Food and Agriculture Organization), 1965, *Vaincre la faim*, Magazine - vol 6 - No 37 - Juillet 1965.

Godin, Francine, 1986: *Bénin 1972 - 1982, La Logique de l'Etat Africain*. Paris: Ed. L'Harmattan.

Greuter, Susy, 1984: *Paysans dans l'Impasse (Etude de cas dans le Sud du Bénin)*, Berne: - Peter Lang, Editeur.

Greuter, Susy, 1987: *L'Ecole et le Milieu Rural (Etude de cas dans le Sud du Bénin)* ; Ethnologische Schriften Zürich, Universität Zürich.

Grossenbacher, Jean-Pierre, 1977: Alphabétisation dans la Province du Borgou. (Rapport Final) –Coopération Technique Suisse au Bénin.

Mondjannagni, A. Comlan 1977: Campagnes et Villes au Sud de la République Populaire du Bénin. Paris, Editions Mouton.

Mondjannagni, A. Comlan (Editeur), 1984: *Participation Populaire au Développement en Afrique Noire*. Douala et Paris: IPD et Karthala.

Polzer, Verena, 1981: «*La Situation Economique de la Paysannerie dans la Province de l'Atlantique (République Populaire du Bénin)* ». Mémoire de DEA, Institut National d'Agronomie - Paris.

Pfeiffer, Verena, 1986: *Développement d'un Système de Culture sur Brûlis dans le Passé et Perspective de transition vers un Système de Culture Permanente. (Le cas de la Province de l'Atlantique en République Populaire du Bénin)* ; Thèse de Doctorat -IEDES - Paris.

Wong, Diana, 1978: *Peasants and State in Bénin*; Mémoire de Sociologie - Université de Bielefeld (RFA).